17 décembre 1999, Québec

Conférence de presse pour le bilan de la session parlementaire

M. Brassard: Quelques remarques brèves avant de passer la parole au premier ministre concernant la session qui va prendre fin dans les quelques heures qui viennent. Un des derniers gestes importants qu'on devrait poser, ça devrait être un vote nominal sur le projet de loi concernant ce qu'on a appelé les clauses orphelin, les clauses de disparités de traitement. Statistiquement parlant, on a quand même adopté un bon nombre de lois au cours de cette session qui s'achève — plus de 50. Il y a eu aussi surtout beaucoup de consultations générales. Pour un gouvernement, au début de la session, que certains avaient tendance à accuser d'arrogance ou de ne pas tenir compte des points de vue et des opinions de la population, on a tenu plusieurs consultations générales, entre autres, sur la fiscalité, les baisses d'impôt, la place de la religion à l'école, les clauses orphelin également aussi, le transport par taxi, et puis, vous avez pu constater aussi qu'il s'en annonce plusieurs pour l'an 2000, dans l'intersession: le projet de loi sur la sécurité des incendies, sur la sécurité dans les transports, le projet de loi sur la police, le régime d'assurance-médicaments. Il y aura des consultations générales en commission parlementaire au cours des mois qui viennent, au début de l'an 2000. C'est vrai qu'on peut cependant qualifier le bilan législatif de modeste, sur le plan qualitatif.

Il n'y a pas de lois ou de réformes majeures, quoiqu'on puisse considérer, je pense, le projet de loi sur les clauses orphelin comme une loi majeure qui innove, qui place le Québec comme étant le seul État dans le monde à avoir légiféré en cette matière. Ce n'est pas banal. C'est vrai, il n'y a pas de réforme majeure. Mais quand on regarde la nature de beaucoup de ces 50 législations ou 50 lois, on se rend compte, cependant, que la plupart apportent des améliorations à beaucoup de lois existantes, tient compte des intérêts d'un bon nombre de groupes ou d'organisations dans notre société. Donc, l'ensemble de ces lois, même modeste, a pour effet d'améliorer les choses pour pas mal de monde au Québec.

Évidemment, vous avez la liste, on pourrait en citer plusieurs à cet égard. Alors, ça s'est terminé... c'est un fait à souligner aussi, il y a eu une seule motion de suspension des règles — phénomène assez rare — on aurait pu même s'en passer. Mais ils ont jugé — je ne sais pas trop pourquoi d'ailleurs, je comprends mal leur choix — de faire de l'obstruction systématique sur un projet de loi qui concerne quelque 7000 personnes au Québec et qui portait sur la fusion des municipalités de Mont-Tremblant et de Saint-Jovite. On a dû recourir à la suspension des règles pour faire adopter cette loi. Choix curieux de la part de l'opposition que de cibler cette loi pour contraindre en quelque sorte le gouvernement de recourir à la suspension des règles. Mais, enfin, c'est leur choix. Mais n'eût été de ce projet de loi, on aurait pu terminer la session sans bâillon ou sans suspension des règles, tout en adoptant le menu législatif qu'on s'était fixé au départ. Voilà.

M. Bouchard: Bonjour tout le monde. D'abord, je voudrais remercier M. Brassard de son travail très efficace à la Chambre et de l'attitude toujours respectueuse qu'il a maintenue à l'égard de notre institution parlementaire. Je voudrais souligner certaines lois importantes que le gouvernement a présentées ou fait adopter. La première reste celle sur les clauses discriminatoires, mieux connues sous le nom des clauses orphelin. Cette législation, la toute première en Amérique du Nord, répond à l'une des revendications principales des jeunes du

Québec et s'attaque principalement et directement à ce phénomène. Je suis tout à fait fier du fait que notre gouvernement, après s'y être engagé en campagne électorale, ait pu mener à terme cette initiative avec un souci d'équilibre et dans le respect de tous nos partenaires.

Nous avons aussi fait adopter une législation modifiant la Loi sur la fonction publique et sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics. Je conviens que le titre n'est pas très révélateur, pourtant, cette loi, elle permet d'étendre à un plus grand nombre de candidats la possibilité d'accéder à la fonction publique. Par conséquent, le gouvernement pourra atteindre son objectif de faire en sorte que notre fonction publique représente mieux notre société, que plus de Québécoises et de Québécois de diverses origines puissent trouver un emploi et gagner leur vie dans l'appareil gouvernemental. Je ne peux passer sous silence l'adoption de la loi portant sur le travail des enfants et la loi interdisant aux mineurs l'accès aux billets de loterie. Il faut souligner aussi la présentation hier du projet de loi n 86, pièce législative majeure, qui permettra sans doute à la Sûreté du Québec, notre police nationale, de mieux faire le travail qui est le sien et de se montrer à la hauteur des attentes de la population.

Nous avons aussi soumis mercredi dernier à l'Assemblée nationale une loi qui deviendra l'une des pièces de résistance de notre prochain menu législatif. C'est à dessein que je qualifie la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec de pièce de résistance. Cette loi n'en est pas une qui s'inscrit dans la gestion normale de notre État. Elle ne vise pas à réformer l'une de nos grandes fonctions étatiques. Elle ne s'inscrit pas non plus dans la gestion quotidienne du gouvernement. Mais elle exprime ce que nous sommes et réaffirme les droits et prérogatives de notre peuple. Bien sûr, elle a été présentée parce que nous n'avions pas le choix. L'attaque fédérale contre notre liberté de choisir ne nous laissait pas beaucoup d'alternatives. Depuis plusieurs mois, nos énergies étaient pourtant consacrées à d'autres priorités.

Sur le plan parlementaire, l'équipe gouvernementale a maintenu sa cohésion et bien travaillé dans un contexte que l'actualité n'a pas rendu toujours facile. Vous aurez d'ailleurs remarqué, tout au long de cette session, que le comportement des membres de notre groupe parlementaire a été respectueux du décorum entourant les travaux. Il faut reconnaître que l'action gouvernementale et le travail acharné des ministres concernés ont porté fruit. Par exemple, Emploi-Québec, les ajustements nécessaires en phase d'implantation ont été faits et les efforts consentis pour en recentrer la mission. Les services sont maintenant pleinement assurés, et cette réforme deviendra certainement un succès. L'opposition nous avait annoncé un grand ramdam parlementaire. Le chef de l'opposition a posé quatre questions principales seulement sur la question.

Sur l'économie et la fiscalité, tous auront constaté que l'opposition n'a pas souvent interrogé le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances. Il faut dire que les progrès économiques du Québec ne justifiaient guère d'attaques contre le ministre de l'Économie. Au contraire, il aurait fallu le féliciter. Il faut reconnaître que l'objectif fondamental du gouvernement, qui est de redresser les finances publiques et de relancer l'emploi, est en train d'être atteint. Je ne dis pas parfaitement, parce que ce ne sera jamais atteint assez bien. Nous sommes dans la très bonne direction, nous faisons des progrès réels. Quand on pense que le taux de chômage au Québec est à son plus bas niveau depuis 1976, il y a quelque chose là. C'est que le gouvernement n'a pas dû tout faire mal pour qu'on

puisse arriver à un pareil résultat. Du côté de l'investissement privé, qui est une des clés de l'économie, de la relance de l'économie, on sait que nous faisons mieux que le reste du Canada, puisque chez nous les investissements privés augmentent plus rapidement, à un niveau de 9,5 %, alors qu'au Canada il est de 6,2 % en 1999. En 1998, ils augmentaient de 4,1 % au Québec, alors qu'ils diminuaient légèrement au Canada... Quant à ce qui se passe du côté de l'aide sociale, je rappelle qu'en 1998 le Québec a connu sa plus importante baisse de personnes inscrites sur l'aide sociale: moins 69 000 prestataires et, depuis 1999, ça continue, nous en avons moins 56 000 encore de moins. La confiance des ménages au Québec a atteint son plus haut niveau des 10 dernières années et ça continue encore de s'accroître en 1999. Je crois que nous pouvons ajouter qu'en santé et en éducation les réinvestissements annoncés ont été fort utiles.

Mais l'augmentation des coûts, particulièrement en santé, nous oblige à une gestion rigoureuse et efficace et efficiente. La situation est rendue encore plus difficile par le comportement du gouvernement fédéral qui, bien qu'assis sur d'énormes surplus, refuse de nous remettre notre juste part. J'ajouterai que je suis très fier du gouvernement que je dirige. Ce groupe d'hommes et de femmes rassemblés par le même idéal gère le Québec rigoureusement et surtout avec une conscience aiguë de l'intérêt public. Nous savions que l'automne serait difficile, nous avons plusieurs fers au feu. Je tire un trait sur cette session parlementaire en soulignant notre bilan positif. Nous avons maintenu le cap, tenté de corriger ce qui devait l'être et surtout pris les moyens pour préserver, au bénéfice des Québécoises et des Québécois, la liberté de faire des choix, de faire les choix qui leur conviennent. Je vous souhaite de très joyeuses Fêtes. Merci.

M. Thivierge (Jean): Michel Cormier.

M. Cormier (Michel): M. Bouchard, vous avez invoqué à plusieurs reprises la question de la clarté depuis quelques jours en référence à la question d'un référendum prochain. Est-ce qu'on peut voir un petit peu plus ce que vous voulez dire? Vous avez dit en Chambre que la question de 1995, par exemple, était suffisamment claire, à tel point que M. Chrétien l'avait comprise. Mais au Devoir, en 1998, vous disiez qu'il faudrait une question plus claire la prochaine fois. Qu'est-ce que vous avez en tête au juste?

M. Bouchard: Je suis convaincu que, quand on fait un référendum, c'est d'une importance cruciale qu'il y ait le moins possible de débats autour de la clarté de la question. Il faut que le débat porte sur le contenu, sur le mérite même du sujet qui est soumis à la population pour fins de consultation populaire. Et, dans cette mesure, nous sommes les premiers à reconnaître que nous devons être aussi clairs que possible dans la rédaction de n'importe quelle question qui est soumise à un référendum. Et, dans cette mesure, je pense qu'on peut faire confiance à l'Assemblée nationale et aux députés que nous élisons ici pour remplir cette obligation. Ce à quoi nous en avons, ce n'est pas à la clarté de la question. Nous savons bien qu'il faut qu'elle soit claire, la question. Parce que, dans la mesure où on veut que le résultat du référendum soit probant et qu'il puisse être exécuté, il faut qu'il y ait une autorité, une crédibilité. Alors, le résultat dépend de deux choses: il dépend de la clarté de la question et il dépend du niveau de la majorité obtenue. Alors, du côté de la clarté, je n'ai aucune hésitation à dire que nous sommes prêts à assumer l'obligation et nous le reconnaissons, et nous sommes prêts à assumer l'obligation de la clarté. Mais il y a un autre aspect dont le fédéral n'en parle pas, sa publicité n'en parle pas, c'est le niveau d'appui requis. Et là, le

gouvernement fédéral, dans son projet de loi, est pris en flagrant délit de rupture avec toutes les règles applicables dans le domaine de la démocratie, c'est-à-dire que c'est la majorité absolue de 50 % plus un qui tranche entre le succès ou l'échec dans tout référendum. Lui-même, le gouvernement fédéral l'a reconnu au Québec depuis le début, chaque fois qu'il y a eu des référendums, il l'a reconnu dans le cas de Terre-Neuve, il participe à ce qui se passe, maintenant, à la mise en place des résultats dans d'autres pays du monde ou dirigés par les hospices l'ONU. Il y a des référendums qui ont été conduits, l'ont été sous la règle de l'ONU de 50 % plus un, alors il y a là certainement un dévoiement des règles universelles démocratiques qui s'appliquent et, dans cette mesure, je pense que nous sommes parfaitement fondés de le rappeler dans un projet de loi.

M. Cormier (Michel): Mais quand vous avez dit, en 1998, que la question de 1995, peut-être pas qu'elle n'était pas suffisamment claire, mais que la prochaine devrait être plus claire, qu'est-ce que vous aviez en tête au juste?

M. Bouchard: On verra, c'est la rédaction de la question qui compte. On ne vous dira pas la question aujourd'hui. Déjà qu'on doit faire face au gouvernement fédéral qui nous dit qu'est-ce qu'il faut mettre dans la question, quel mot qu'il faut employer puis quel mot qu'il ne faut pas employer, ça va très loin. C'est quelque chose d'absolument brutal, de grossier je dirais. Il y a un parlement à Ottawa qui prétend dicter à un autre parlement qui est dans ses juridictions fondamentales comment rédiger une question et surtout quel mot il devrait employer, et tel autre mot il ne faut pas, il ne faut pas qu'il y ait plus que telle chose! Et je ne dis pas que ça ne le regarde pas, je ne dis pas que ça ne regarde pas le Canada anglais et le gouvernement fédéral de savoir comment le référendum va se dérouler. Après tout, le Canada est directement en cause dans un référendum où le Québec veut devenir un pays souverain, je reconnais cela, mais ce que je dis, c'est que ce n'est pas au Parlement fédéral d'édicter des règles juridiques. Parce que la Cour suprême aurait pu édicter des règles juridiques là-dessus, elle ne l'a pas fait, elle s'en est abstenue et elle a dit: Pourquoi? Ça, c'est du domaine politique. Alors, que le Parlement fédéral décide de s'immiscer dans la mise en place de contraintes juridiques avant même que le processus doit commencer, c'est inacceptable. Il est entendu que pour ce qui est de la clarté de la question, les parlementaires, les acteurs politiques, comme les appelle la Cour suprême, dans le débat qui aura lieu dans le cadre d'un référendum, vont bien sûr pouvoir s'exprimer et dire ce qu'ils pensent de la question. Et, justement, c'est pour cela que nous avons intérêt à ce que soit le plus clair possible, la question, pour éviter qu'ils fassent détourner le débat sur la question au lieu du contenu du projet. Mais, pour ce qui est de la majorité, par exemple, là, ils sont allés très, très loin. En fait, je pense que c'est contraire à ce que la Cour suprême a décidé.

La Cour suprême a délibérément écrit qu'elle ne voulait pas se prononcer sur le niveau quantitatif de la majorité. Quantitatif, c'est quoi, ça? C'est le niveau réel d'arithmétique, donc, s'en remettant aux règles universelles que viole de façon très nette et très flagrante le projet de loi fédéral. Et je pense qu'ils ne s'en tireront pas, hein. Plus les gens vont analyser la situation, plus les gens vont voir ce qui se passe, plus les gens vont réaliser ce que veut faire le gouvernement fédéral. Ça va être un tollé. Les gens n'accepteront pas qu'un Parlement mette de côté la règle démocratique 50 % plus 1 % et se réserve en plus, de façon totalement discrétionnaire, le droit de dire: Je jugerai du niveau requis quand j'aurai vu le niveau atteint. Bon, parions que la barre du fédéral va monter toujours un petit peu au-dessus du gouvernement, du niveau atteint par la réalité. En fait, c'est ridicule. Les enfants qui

joueraient un jeu comme ça, puis qui s'imposeraient une règle comme ça s'accuseraient de tricher.

M. Théberge (Sylvain): Robert Houle.

M. Houle (Robert): Vous avez fait un appel à la population pour qu'elle vous appuie. Vous n'avez pas eu l'appui de l'opposition qui, elle...

M. Bouchard: Pas encore.

M. Houle (Robert): ...a obtenu une majorité des voix lors de la dernière élection.

M. Bouchard: Non. Non, non.

M. Houle (Robert): Est-ce que vous...

M. Bouchard: L'opposition n'a pas eu la majorité des voix à la dernière élection.

M. Houle (Robert): Bien, je peux poser ma question.

M. Bouchard: Non, mais il faut y aller préambule... pour aller plus vite dans la réponse.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Houle (Robert): Pour mieux répondre. Est-ce que vous considérez, M. Bouchard, que cette pièce législative est suffisamment importante pour que, lorsqu'elle sera adoptée à l'Assemblée nationale, vous sentiez le besoin d'aller chercher cet appui auprès de la population d'une façon ou d'une autre, par une élection ou par un référendum?

M. Bouchard: A priori, je ne vois pas que ce soit nécessaire. A priori.

M. Houle (Robert): A priori. Mais ce n'est pas...

M. Bouchard: Je n'ai aucune de ces intentions et je pense que, selon ces deux questions, c'est que l'institution attaquée, l'institution démocratique des Québec, l'institution par excellence, l'Assemblée nationale, statue par un projet de loi sur la question. Donc, on n'a jamais évoqué ce genre de considération ou d'hypothèse que vous avez à l'esprit.

M. Houle (Robert): Est-ce que c'est une possibilité ou si vous l'écartez systématiquement?

M. Bouchard: Ce n'est pas une possibilité probable.

M. Théberge (Sylvain): Gilbert Leduc.
M. Leduc (Gilbert): M. Bouchard, si vous me permettez une question sur les négociations dans le secteur public, les dernières heures ont vu tomber un certain nombre de règlements, du moins une entente de principe avec un groupe, puis on me dit qu'aux autres tables ça va bien, il reste les négociations à la table centrale. Est-ce que le gouvernement est prêt à

bonifier son offre salariale et est prêt également à bonifier les régimes de retraite avec les surplus?

M. Bouchard: Les négociations ont atteint le rythme qui, en général, annonce un règlement proche. Depuis plusieurs jours, c'est intensif. La table centrale, elle-même, siège. Les nouvelles sont excellentes du côté des tables sectorielles. La plupart des tables sectorielles sont sur le bord, à toutes fins pratiques, d'un règlement. Je dirais même que, dans plusieurs cas, le règlement n'est pas annoncé, n'est pas scellé parce qu'on attend ce qui se passera à la table centrale. Donc, l'action, actuellement, elle est surtout à la table centrale. Je ne vous dis pas que c'est réglé partout, là. C'est moins avancé, encore que ce soit très avancé dans le cas de la CEQ, notamment, mais tout va se jouer au cours des prochaines heures à la table centrale qui, depuis maintenant quelques jours — encore cette nuit; ça devait reprendre ce matin — travaille intensément autour des enjeux monétaires lourds, ceux que vous avez mentionnés, c'est-à-dire les paramètres, de quel pourcentage les salaires sont redressés chaque année et les bonifications aux régimes de retraite qui sont demandées par le front commun.

Alors, nous avons fait un mouvement substantiel, très important, la semaine dernière, pour porter de 5 % à 6 % notre proposition de redressement salarial. Il faut savoir que c'est beaucoup d'argent; 1 %, c'est 200 000 000 \$, et c'est récurrent. Alors, on a vraiment travaillé très fort dans nos marges de manœuvre puis dans les engagements qu'on a pris de baisser les impôts de 400 000 000 \$ au mois de juillet, et ainsi de suite, pour pouvoir se dégager une capacité de bonifier de 1 %, ce qui est considérable, le 200 000 000 \$ par année.

Je sais que, du côté des centrales, il y a encore un écart par rapport... il y a eu des mouvements du côté des centrales par rapport à leurs demandes des paramètres, mais l'écart n'est pas comblé par rapport à notre dernière offre, et les gens discutent présentement sur des bonifications aux régimes de retraite. Nous, nous parlons de congés de cotisations partiels.

Vous m'avez demandé: Est-ce que les offres sont finales? Le mot « finales », dans les négociations, on le prononce quand c'est final, dans le sens que quand on signe les conventions collectives. Il faut toujours se réserver de faire des mouvements de réaménagement pour essayer de trouver des solutions aux problèmes de l'autre. Alors, actuellement là, on fait le maximum de ce qu'on peut pour essayer de trouver des solutions pour entrer dans le cadre de ce qui est possible pour nous.

M. Leduc (Gilbert): Est-ce que les marges de manœuvre sont encore existantes pour que vous puissiez augmenter votre...

M. Bouchard: Non, les marges de manœuvre, elles sont extrêmement serrées. Tout à l'heure, à l'Assemblée nationale, nous avons évoqué ce grand débat qu'a annoncé Mme Marois sur la santé. Mais le financement des programmes en général, c'est un très grand débat qu'il faut faire l'année prochaine. Je me propose, moi, de l'amorcer aussi vite que nous le pourrons pour que la population du Québec sache exactement où elle en est. C'est elle qui est directement concernée en ce qui concerne ses ressources budgétaires par rapport aux dépenses qu'elle doit consentir en raison des services qui sont attendus. Et il y a très souvent un manque d'adéquation entre le niveau de service qui est attendu et les moyens qu'on a

pour les rendre. Surtout que certains de ces services sont en train de montrer des coûts qui explosent.

Alors, il y a un très grand débat à faire, qui met en cause en effet tout le régime de santé, mais également qu'est-ce qu'on doit investir dans l'éducation et tous les autres ministères qui vivent avec des contraintes extrêmement dures, depuis déjà plusieurs années, face à nos engagements de réduire les impôts, face à nos rentrées fiscales. Parce que, présentement, c'est vrai que nous avons de bonnes années économiques. C'est vrai puis ça paraît également dans les entrées fiscales. Mais pour peu qu'on entre dans une période de récession, l'eau rentre dans la chaloupe puis vite, vous le savez. Alors, il faut que les Québécois sachent ça, il y a des choix à faire. Il y a vraiment des choix à faire. Et, moi, personnellement, après quatre années de gestion gouvernementale, j'en suis venu à la conclusion — puis je ne suis pas le seul au sein du gouvernement — qu'on ne pourra pas indéfiniment gérer le Québec comme on le fait présentement. C'est trop serré. Le moindre événement nous fait déborder de nos budgets. Il y a des endroits où il faut investir. Dans l'éducation, par exemple, il faut investir dans l'éducation. Il faut investir dans la recherche universitaire. Et on ne peut pas le faire autant qu'on le voudrait. Et si on veut préparer l'avenir pour les jeunes, il faut le faire.

Alors, je suis convaincu que ce genre de débat là, on l'aura certainement au Sommet de la jeunesse et du Québec. Ce sera un endroit là pour le poursuivre et il faudra l'amorcer même un peu avant.

M. Girard (Normand): M. le premier ministre, vous avez fait le point sur la négo avec les grandes centrales. Qu'en est-il des négos avec vos fonctionnaires et les professionnels du gouvernement et votre promesse de donner la permanence aux 5 000 occasionnels qui se promènent un peu partout?

M. Bouchard: Bon. Les engagements qu'on a contractés vont être tenus. Et quand je vous dis que les négociations vont bien, là, c'est tout le monde. Ça comprend également les fonctionnaires et les professionnels. Vous savez, quand ça arrive à la fin comme ça, tout le monde rapplique autour de la table centrale. Ça s'est passé les dernières nuits, là. Les gens appelaient de partout, puis tout le monde veut être dans la mouvance des dernières décisions qui se prennent. Alors, je me croise les doigts puis j'espère bien qu'on pourra régler l'essentiel de ce dossier très lourd et très épineux pour les Fêtes. Ça serait un beau cadeau à faire aux Québécoises et aux Québécois.

M. Théberge (Sylvain): Bernard Plante.

M. Plante (Bernard): Pour en revenir à la première question, M. Bouchard, vous avez dit que vous étiez prêt à assumer le principe de la clarté de la question. Concrètement, dans le projet de loi par exemple, qu'est-ce que ça veut dire « prêt à assumer le principe de la clarté de la question »?

M. Bouchard: Bien, on verra. Moi, je m'attends à ce que l'opposition, que ce soit l'opposition officielle comme M. Dumont, réfléchissant au projet de loi, nous fasse des propositions de modification. Il y a un processus pour ça. Ils auraient pu le faire cette semaine, mais ils ont décidé de le faire peut-être plus tard. Moi, je mets sur le compte du désir de la réflexion le fait

qu'on a remis à plus tard la discussion des modifications possibles à apporter au projet de loi, et nous sommes donc disponibles à regarder qu'est-ce qui peut être inclus dans le projet de loi. Cependant, s'agissant de la clarté de la question, pour régler le problème véritablement de façon totale, il faudrait les rédiger dans la loi, les questions de ce genre. On ne le fera pas ça. Un projet de loi, ce n'est pas le moment de rédiger des questions. Mais il peut y avoir des références à l'obligation de clarté, mais on verra.

M. Plante (Bernard): Sur le bilan de la session, M. Bouchard, M. Charest a résumé — de la session et de la performance de l'ensemble du gouvernement — en disant...

M. Bouchard:] Il ne devait pas être d'accord, j'ai l'impression.
[M. Plante (Bernard): ...en disant: Le gouvernement du déficit zéro est devenu le gouvernement des politiques zéro; zéro en éducation, santé, etc. Comment vous réagissez à cette critique du chef de l'opposition?

M. Bouchard: Ce sont des formules.

M. Brassard: Il est très sévère. Ha, ha, ha!

M. Bouchard : Ce sont des formules sévères. M. Charest est... Les chefs de l'opposition, en général, sont des juges sévères des performances des gouvernements.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Moi, quand j'étais à Ottawa, je cherchais des formules comme ça, puis je la trouve assez bonne, celle-là. Je m'en suis permis...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: ...quelques-unes, moi, des phrases lapidaires pour stigmatiser les méchants gouvernements auxquels on fait face quand on est chef de l'opposition. Je pense que l'opposition joue son rôle, un rôle d'opposition...

M. Brassard: Pour que ça puisse faire des bonnes cotes, aussi.

M. Bouchard: Oui. D'opposition — c'est normal — critique. Il est certain que, à partir du moment où vous avez un gouvernement qui décide de les prendre, les décisions qui n'ont pas été prises, ça braille, il y a du brasse-camarade, et puis on savait qu'il y en aurait. N'oubliez pas que — je le répète, parce que c'est vrai, là — c'est la première fois en 40 ans, c'est la première année en 40 ans que les Québécoises et les Québécois se sont tracé une patinoire puis ont posé des bandes autour d'un terrain, puis on n'en sort pas puis on dit: C'est là-dedans qu'on va gérer, c'est-à-dire avec notre argent. Cette année, là, on n'empruntera pas. On a assez de payer les intérêts sur la terrible dette qui a été contractée pendant 40 ans où on dépensait très librement que, maintenant, à part de ça, on va arrêter d'emprunter puis on va gérer avec notre argent. Ça, c'est dur à faire quand on ne l'a pas fait depuis 40 ans, c'est très dur à faire. Donc, on prend tous les jours des décisions difficiles, tous les jours.

C'est une des raisons pour lesquelles je ne commente plus les sondages, parce que, les

sondages, ils sont tous contre ces décisions-là. Voulez-vous qu'on fasse telle compression? Voulez-vous qu'on cesse de rendre tel service? Voulez-vous qu'on... Bien non! Non, non, non. Mais, nous autres, on est obligé, là. Il y a, en quelque part au Québec, des gens qui sont obligés de ramasser tous les morceaux, puis de faire toutes les additions, toutes des soustractions, puis c'est au gouvernement du Québec pour que ça égale zéro à la fin de l'année, que nos rentrées égalent ce qu'on dépense. Puis n'oubliez pas que, dans nos dépenses, il y a 8 000 000 000 \$ par année d'intérêt sur une dette qui a été constituée pendant 40 ans de libéralisme — j'ai employé un mot gentil, de libéralisme — de gestion.

M. Théberge (Sylvain): Jean Thivierge.

M. Bouchard: Mais le libéralisme n'étant pas l'apanage des libéraux.

M. Thivierge (Jean): M. Bouchard, j'aurais deux questions. Tout d'abord, sur les négociations du secteur public, si je comprends bien, tantôt, concernant les paramètres des augmentations de salaire, il sera difficile de décoller de l'amélioration, à ce moment-là...

M. Bouchard: Très difficile. L'effort, on l'a fait la semaine dernière.

M. Thivierge (Jean): ...est-ce que vos négociateurs ont...

M. Bouchard: Enfin, je considère... Je m'excuse, là, je ne veux pas... Vous savez, l'effort, là, ce qu'on pouvait faire d'essentiel, je considère que nous l'avons fait. Et j'ajouterai que, s'il y a encore un petit effort à faire en quelque part, on est prêt à le regarder encore. Mais là, vraiment, on est dans les petits efforts. Ça rapetisse beaucoup, les efforts.

M. Thivierge (Jean): Parlant des petits efforts, est-ce que vos négociateurs...

M. Bouchard: Vous devinez que ce n'est pas à vous que je parle. Ha, ha, ha!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Thivierge (Jean): Est-ce que vos négociateurs ont actuellement le mandat de négocier une bonification du régime de retraite?

M. Bouchard: Pas spécifiquement. Parce que, dans la mesure où on serait prêt à faire un petit effort encore, mais vraiment alors, petit, là, on ne peut pas le mettre partout. Alors, il y aura des choix à faire du côté syndical aussi. Il y a des choix à faire du côté syndical.

M. Thivierge (Jean): Deuxième question: Si je me souviens bien, un peu après les élections de 1998, vous aviez fait une espèce de constat sur le genre de message que les Québécois vous avaient envoyés. Vous aviez dit que les Québécois se sont mis au neutre. Je pense que c'est un peu l'expression que vous aviez utilisée. Quand on regarde un peu ce qui s'est passé...

M. Bouchard: Ils ne sont pas sur le bœuf, en tout cas.

M. Thivierge (Jean): Oui. Mais, quand on regarde ce qui s'est passé depuis un an, M. Bouchard, on a l'impression que votre gouvernement aussi s'est un peu mis au neutre.

M. Bouchard:] Est-ce qu'on dit ça?

M. Thivierge (Jean): Mais est-ce que votre gouvernement n'a pas eu de la difficulté depuis un an à trouver le second souffle dans un nouveau mandat?

M. Bouchard: Moi, je sais que c'est classique de dire: Ah! Un deuxième mandat, second souffle, il n'y aura pas de troisième mandat. Moi, je ne sens pas ça. Moi, je ne me sens pas privé de souffle. Je sens qu'on est en prise avec la réalité, on tient le coup, on ne lâche pas, même si ce n'est pas toujours apprécié, puis c'est ça qui est dur en politique, hein. Ce qui est dur en politique, c'est de faire des choses qui ne sont pas tout de suite appréciées...

Une voix: Qui ne sont pas gratifiantes.

M. Bouchard:] ...qui ne sont pas... Bon, les compliments ne viennent pas tout de suite. Mais, ils seront d'autant plus doux qu'ils viendront plus tard. Parce que les gens vont se rendre compte que ce qu'on fait là actuellement, ce n'est pas pour nous autres. Si on travaillait pour nous autres, savez-vous ce qu'on ferait? On dirait oui à tout le monde, comme beaucoup de gens ont fait avant nous. Parce que, en politique, c'est ça qui est le fun à faire. Ah, vous voulez avoir telle affaire? Oui, je vous la donne. Là, les gens nous aiment, ils sont contents. Là, ils nous trouvent bons. Mais, quelque temps après, il y a du monde qui se met à additionner ça, là. Puis là ça ne balance plus. Puis là il faut couper. Puis il faut aller à New York puis il faut se mettre à genoux. C'est fini, ça. Alors, nous autres ont décidé qu'on le fait. On le fait pour le monde, là. Ce qu'on fait là actuellement, on le fait parce qu'on aime le Québec aussi nous autres puis parce qu'on veut que les jeunes qui poussent n'aient pas les mêmes problèmes que ce qu'on vit présentement. Puis on veut en sortir de ça. On veut en sortir. Donc, c'est dur puis on le fait.

M. Théberge (Sylvain): Rhéal Séguin.

M. Séguin (Rhéal): M. Bouchard, par quel moyen...
Une voix: ...

M. Bouchard: Non. Non, non, ça, c'est vrai, ça. Là, New York, ils trouvent qu'on fait notre job. Mais New York, ça ne vote pas, hein?

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Ce n'est pas dans les échantillonnages, les sondages non plus.

M. Bouchard: Ils ne sont même pas dans les sondages.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Mais ça en mène large, vous le savez, ça, surtout quand on s'est mis dans leurs mains par 100 000 000 000 \$ d'emprunt. On s'est mis dans leurs mains. Puis on n'a pas de reproches à leur faire. Ils nous l'ont prêté cet argent-là. On était bien content de l'avoir quand on est allé le chercher. Bien, là, maintenant qu'on l'a emprunté, le 100 000 000 000\$, bien, là, ils nous demandent des comptes.

M. Théberge (Sylvain): Rhéal.

M. Séguin (Rhéal): M. Bouchard, par quel moyen allez-vous faire la promotion de la souveraineté dans l'an 2000?

M. Bouchard: On verra.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Là, on n'est pas là. Là, on a la santé, on a à réinvestir dans l'éducation, on a les jeunes dont il faut s'occuper, un sommet très important, tout l'avenir du Québec est en cause là-dedans. On se débat contre un gouvernement fédéral, un Parlement fédéral qui a décidé de s'en prendre aux institutions démocratiques. Donc, là, les prochains mois de l'année, ça va être ça. On a un congrès du Parti québécois au mois de mai. Le Parti québécois lui-même a son projet. Lui-même analyse la situation, doit moderniser son projet, doit en débattre au cours des prochains congrès. Ça aussi, ça va se faire en parallèle. Mais, pour le gouvernement, fondamentalement, c'est ce que je viens de vous dire.

M. Séguin (Rhéal): Est-ce que c'est une responsabilité que le gouvernement va devoir assumer à un moment donné durant l'année?

M. Bouchard: De?

M. Séguin (Rhéal): Faire la promotion de la souveraineté.

M. Bouchard: Bien, le gouvernement comme tel, il a... Ses ordres de mission, je dirais, lui sont assignés par ce que je viens de décrire de priorités. Mais on ne cachera pas que le Parti québécois est un parti souverainiste qui pense que la situation actuelle trouverait sa meilleure solution dans l'accession du Québec à la souveraineté, la prise en charge de ses pleines responsabilités et que, si on voulait mettre fin aux chicanes puis à tout le temps qu'on perd dans ce qui se passe, c'est encore la seule solution qui soit viable.

M. Théberge (Sylvain): Michel David.

M. David (Michel): M. Bouchard, sur le projet n 99, outre l'ouverture à quelque chose qui spécifierait que la question doit être claire, est-ce que vous seriez d'accord pour inscrire une référence précise à la Cour suprême, à l'avis de la Cour suprême, dans le projet de loi? Et, d'autre part, il semble que l'opposition ne vous fasse pas totalement confiance quant à la suite des choses. La commission qui doit être tenue, la consultation, est-ce que vous pouvez vous engager à ce que ça ne soit pas autre chose qu'une commission parlementaire classique, que ça ne déborde pas en tournée itinérante du Québec qui va durer des semaines?

M. Bouchard: Bien, on n'a pas discuté encore de la deuxième partie de la question, on n'a pas discuté encore, je dirais, du locus de la commission. On pense que la commission, elle va siéger ici et que, si elle doit se déplacer, je ne le sais pas... peut-être pas. Pourquoi elle se déplacerait? Si les gens veulent venir à Québec, ce n'est pas loin, Québec, et on va inviter tout le monde qui veut venir. Puis on peut très bien, de Québec, faire une consultation... sur

une consultation. C'est une belle ville, en plus, et on peut très bien faire une consultation très valable à Québec.

Et justement, il y a une méfiance un peu pathologique dans tout ça parce que c'est tout à fait normal, je dirais que c'était notre devoir, cette semaine, comme gouvernement et comme gardien de la démocratie québécoise, de réagir de la façon la plus ferme et la plus digne, la plus rassembleuse possible, à cette attaque qui vient du fédéral. Alors, je pense que le Parti libéral du Québec peut sans crainte s'engager à nos côtés dans la défense de la démocratie. Je ne pense pas que les Québécois et les Québécoises lui en fassent grief. Quant à la première partie de la question, la Cour suprême, tout dépend comment c'est fait, ces choses-là. Mais il ne faut en aucune façon que les libertés fondamentales démocratiques de l'Assemblée nationale soient encarcannées. C'est ça qui est important. Que nous reconnaissons les règles juridiques de négociation de bonne foi, l'obligation de négociation de bonne foi, de négocier la protection des minorités, de négocier le partage de l'actif, le partage du passif, toutes des choses qu'on a déjà dites puis qu'on est prêt à redire. Comment, sans limiter les pouvoirs de l'Assemblée nationale... C'est pour ça, moi, que j'ai invité M. Charest à faire des propositions. Après tout, nous sommes des législateurs, nous sommes habitués à échanger des textes, à voir comment est-ce qu'on peut faire. L'important, c'est le principe fondamental. Le reste, qui est de l'ordre des modalités, qui est de l'ordre... on est prêt à le regarder.

M. Théberge (Sylvain): Michel David.

M. David (Michel): Je m'excuse d'insister sur la commission parlementaire. Vous ne m'avez pas totalement convaincu que ça va être juste une commission parlementaire ici.

M. Bouchard: Bien, écoutez, moi, je ne voudrais pas, ex cathedra, exclure la possibilité que certains groupes nous demandent d'aller les voir à un endroit ou l'autre. Ça arrive qu'une commission parlementaire se déplace. À Ottawa, ils le font constamment. Mais ce n'est pas l'objectif, ce n'est pas le but puis ce n'est pas l'option, la première option. La première option, c'est une commission parlementaire classique qui va recevoir tout le monde. Par exemple, qui va en recevoir, du monde. Ceux qui vont vouloir venir vont pouvoir se faire entendre.